BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 2409

31 – HAUTE-GARONNE

TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE

Jugement d'ouverture

Date : 29 janvier 2026.
Jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde.
482 210 192 RCS Toulouse.
CORAZON.
Forme : Société par actions simplifiée.
Activité : La propriété et/ou l'exploitation de tous fonds de commerce de café, snack-bar, restaurant, bar, bar dansant, vente de plats à emporter, hôtellerie, tables et chambres d'hôtes, gîtes, cabaret, salle de concert. Prise de participations dans toutes entreprises et sociétés à objet commercial, industriel, artisanal, civil ou agricole. Toutes opérations de gestion en matière immobilière. Achat de biens immobiliers pour la location. Activités de marchand de biens. L'organisation de toutes manifestations se rapportant aux activités ci-dessus énumérées. La création, l'exploitation de tout centre ou espace culturel et la production d'œuvres culturelles, le tout directement ou indirectement par voie de création de sociétés ou de groupement nouveaux, d'apport, de souscription, d'achat de titres ou droit sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou de prise ou de dations en location ou en location gérance de tous biens ou autres droits..
Adresse : 8, rue Gabriel Péri, 31000 Toulouse.
Complément de jugement : Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de sauvegarde et désignant mandataire judiciaire Selarl Aegis prise en la personne de Me Orlane Gachet 5 Rue Saint-Gilles 31500 toulouse, Administrateur Judiciaire : SCP Cbf associes prise en la personne de Me Luc Fourquie 10 Rue d'Alsace-Lorraine 31000 toulouse. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.